



Tunisia Constitutional e-Forum

L'Islamisme et Le Salafisme en Tunisie

Alaya Allani

Historian and Researcher on Islamism at Maghreb

Manouba University of Tunisia

This article was prepared for Right to Nonviolence's Tunisia Constitutional e-Forum
www.righttononviolence.org/mecf/tunisia/#e-forum

Suggested citation: Alaya Allani, *Islamism and Salafism in Tunisia After the Arab Spring*, RIGHT TO NONVIOLENCE TUNISIA CONSTITUTIONAL E-FORUM, 2 October 2012, <http://www.righttononviolence.org/mecf/alaya-allani/>.

L'Islamisme et Le Salafisme en Tunisie

Interview avec Mr Alaya Allani

Aout 2012

1) Quelles sont les caractéristiques du paysage salafiste en Tunisie après la chute de Ben Ali - Les partis et les associations comme Ansar al shariaa etc ?

Le salafisme dans sa version contemporaine en tant que mouvance politisée existait aux temps de Bourguiba et de Ben Ali mais il était réprimé. En 1992 il y a eu des procès intentés contre 150 Salafistes. Durant l'époque de Ben Ali, des milliers d'Islamistes d'Ennahda et des centaines de salafistes ont été jugés.

Après la révolution du 14 janvier 2011, Le paysage salafiste en Tunisie se compose actuellement de 3 partis politiques et de plusieurs associations d'obédience salafiste.

En ce qui concerne les formations politiques, on trouve le Parti de l'Islah présidé par Mr Mohamed Khoudja un ex responsable du FIS Tunisien au début des années 90 (en 1990 Khoja était un membre fondateur du front islamique du salut tunisien à l'instar du FIS Algérien) ; le Parti de l'Authenticité (parti Al Asala) dirigé par Mouldi Moujahed et le Parti de la Miséricorde (Parti Arrahma) légalisé le 31 juillet 2012 et présidé par Saïd Al Jaziri, un Tunisien résident à l'étranger qui a vécu pendant des années au Canada.

Quant aux associations, elles sont nombreuses, parmi les plus importantes on cite :

- Ansar Al shari'a (أنصار الشريعة) (les partisans de la Chariâa) présidé par Abou Yadh, le puissant leader du Salafisme Jihadisme en Tunisie.
- L'Association centriste de sensibilisation et de réforme (Al Jamaa al wassatia Li Tawiaa wal Islah) الجمعية الوسطية للتوعية والإصلاح présidée par Adel El Almi et qui pourrait être considérée comme une police religieuse.

En Tunisie, il existe actuellement deux tendances salafistes principalement: le salafisme réformiste (ou Salafyya Ilmyya) et le salafisme jihadiste.

- Les salafistes réformistes ou « scientifiques » qui sont majoritaires, renoncent à la violence mais refusent la démocratie et insistent sur l'application de Chariâa.

- Les salafistes jihadistes, qui se regroupent essentiellement au sein de l'Association « Ansar al-sharia », constituent un groupe actif qui ne cesse de s'amplifier.

Avec les révoltes du Printemps Arabe, le mouvement salafiste en Tunisie a connu une expansion. D'abord, tous les prisonniers de ce mouvement ainsi que ceux appartenant aux partis islamistes ont été libérés. Une alliance a commencé à se mettre en place entre Ennahda et les salafistes.

Cette relation privilégiée entre les deux mouvances a été renforcée après les élections de 23 octobre 2011. D'ailleurs, le gouvernement de la Troïka, présidé par Ennahda, ne cesse de répéter que les salafistes ont le droit de s'exprimer et de s'organiser politiquement.

Jusqu'à là, trois formations politiques ont été légalisées : « Hizb Al Asala » (parti de l'authenticité), et « Jabhat Al Islah » (le Front de réforme) et un troisième parti d'Islam radical qui a obtenu récemment son visa, à savoir « Hizb Attahrir » parti de libération. Le porte-parole de ce parti, quelques jours après sa légalisation en juillet 2012, a déclaré qu'il est contre la démocratie et le régime républicain. Il appelle, d'ailleurs, au retour du califat.

Il faut noter que les trois partis salafistes reconnus n'arrivent à encadrer qu'une minorité de cette mouvance (presque 10% de l'effectif total des salafistes).

La majorité salafiste se contente actuellement du travail associatif et trouve son compte dans ce type d'activité. La possibilité du soutien de la mouvance salafiste au parti Ennahda dans les prochaines élections de 2013 devient une évidence.

Pour Ennahda, les rencontres périodiques avec les leaders de cette tendance préparent le terrain à une éventuelle alliance salafiste/ Nahdaoui à moyen terme.

En ce qui concerne les principaux leaders salafistes en Tunisie après le printemps Arabe, on cite :

- **Khatib Al Idrissi**, originaire de Sidi Bouzid, né en 1956, ex infirmier, il a résidé pendant des années à l'Arabie Saoudite. Jugé aux temps de Ben Ali dans l'affaire de Soliman au début de 2007, il est considéré comme le théoricien de la mouvance salafiste jihadiste en Tunisie.
- **Abou Yadh**, (son vrai nom est Seifallah Ben Hassine), né en 1966. Il séjourna pendant des années en Grande Bretagne et en Afghanistan , Jugé en 2003, au temps de Ben Ali, d'une peine lourde de 43 ans de prison, il a été libéré après la révolution. Le courant Jihadiste de Abou Yadh s'attache à l'application de la Chariâa et ne cache pas sa sympathie pour la pensée d'Al Qaeda.

- **Bechir Ben Hassan**, né en 1973, leader du salafisme scientifique (salafyya Ilmyya سلفية علمية), originaire du Msaken (gouvernorat de Sousse), il a fait des études en théologie à l'université saoudienne « Om Al Kora » à la Mecque جامعة أم القرى . Il est connu par ses interprétations religieuses intransigeantes inspirées de la doctrine wahhabite. Dans un enregistrement vidéo récent disponible à youtube, Bechir Ben Hassan " recommande à la femme de ne pas se déplacer seule lors d'un trajet Tunis-Sousse (140km) et d'avoir un protecteur ou un tuteur de sexe masculin (appelé Mahram en arabe).
- **Adel El Almi**, connu comme fondateur de police religieuse, met en garde au mois de Ramadan (entre juillet et Août 2012) « les restaurateurs et cafetiers qui s'aviseraient à accueillir ou à servir les non jeûneurs pendant les heures d'abstinence » (Webdo.tn on the 17th of July 2012)

2) Quel est l'influence que les groupes salafistes ont sur la société tunisienne? Vous pouvez identifier les classes sociales ou les zones géographiques dans lesquelles les salafistes sont présents? En d'autres termes, considerez-vous les groupes salafistes émergents comme étant une forme d'activisme social, ou s'agit-il de mouvements élitistes?

En bref, la tendance sunnite wahhabite en Tunisie appelle au jihad contre les impies « Kouffar » et s'attache à l'application rigoureuse de la Charia. Ses partisans sont implantés dans les quartiers populaires, proches des classes sociales déshéritées. Ce sont pour la majorité des jeunes avec un niveau scolaire limité. Les salafistes jihadistes s'établissent actuellement au Nord de la capitale, à Bizerte, Jendouba, Kairouan, Mehdiya, Sousse, Sfax, Tozeur, Médenine et Djerba.

Avant la révolution tunisienne, les jihadistes se comptaient par centaines. Aujourd'hui, leur nombre est évalué à des milliers (entre 7000 et 9000 personnes). Les salafistes réformistes représentent environ 20 000 personnes.

Au mois de mai 2012, le groupe « Ansar al- Shari'a » présidé par Abou Yadh a tenu un grand meeting à Kairouan. Son chef a présenté dans cette réunion un discours religieux et un programme politico-économique (tourisme islamique, des cliniques non mixtes, des établissements scolaires non mixte, des banques islamiques, des syndicats islamiques etc)

On parle actuellement d'une politisation de l'islam salafiste (le salafisme dans sa version traditionnelle était, pendant des siècles, apolitique) et on évoque, aujourd'hui, dans les coulisses des

mouvements salafistes maghrébins, la création d'une éventuelle « internationale salafiste » à l'instar de l'internationale des frères musulmans.

Les salafistes dans tous les pays du Maghreb que j'ai visité récemment, trouvaient dans le cas Egyptien avec Hizb Annour (partie salafiste) un modèle à suivre.

L'Association « Ansar al-shari'a » en Tunisie regroupe autour d'elle la majorité des salafistes jihadistes et contrôle un bon nombre de mosquées, bien situées dans des villes principales du pays.

3) La Manouba est décrite comme étant l'un des centres de salafistes à niveau social. La présence d'éléments salafiste dans la Manouba est-elle vraiment importante ?

L'affaire salafiste à la Faculté de Manouba était liée à une fragilité sécuritaire qui a régné sur le pays au début de l'année universitaire 2011-2012. Des étudiantes portant le Niqab voulaient imposer leurs lois. Le conseil scientifique de la Faculté, et pour des raisons pédagogiques, a refusé d'accepter le port du Niqab pendant les cours et les examens. Les salafistes se sont opposés à ces mesures et ont organisé des sit-in. Ils ont mené des actions violentes ayant provoqué un arrêt total des cours pendant 2 mois. Le Ministère de Tutelle a refusé de publier une circulaire interdisant le Niqab, ce qui a encouragé les salafistes à durcir leurs attitudes. Le plus surprenant c'est que le procureur de la république a décidé de saisir le Doyen de la Faculté de Mannouba, Habib Kazdaghli suite à une plainte déposée contre lui par une étudiante salafiste, qui prétendait avoir été agressée par le Doyen, ce qui est totalement erroné.

4) La présence du salafisme révèle une confrontation intra-islamique entre al-Nahda et des mouvements plus radicaux et anti-systémiques. Avec la naissance du parti Al-Islah, peut-on parler d'une division au sein même de la scène salafiste?

Le parti « Front Al Islah » et les autres partis salafistes légalisés ne regroupent que 10% de la mouvance salafiste. Il faut noter aussi que les contradictions entre salafistes/Nahdaouis restent toujours secondaires. (On note que la moitié des partisans d'Ennahda est très proche de la pensée salafiste réformatrice), c'est ce qui explique pourquoi Ennahda évite d'entrer en confrontation avec les salafistes malgré leurs infractions répétitives à la loi (attaque contre des bars, des restaurants et des hôtels). Ennahda voit dans la mouvance salafiste un allié dans les moments difficiles et une masse électorale potentielle.

5) Il est vrai qu'il y avait environ 10% des mosquées dans le pays dans les mains de prédicateurs salafistes?

La Tunisie compte 4860 mosquées, dont près de 8% sont sous contrôle salafiste. Le ministère des Affaires Religieuses n'a pas la main mise actuellement sur la totalité des mosquées. Ceci s'explique

par une volonté d'Ennahda de trouver une solution à l'amiable avec les salafistes. Des Imans salafistes ont été nommés, d'autres le seront prochainement. Les dernières déclarations de Rached Ghannouchi et de Hamadi Jebali, Premier ministre insistaient sur le droit des salafistes de s'exprimer et de s'organiser et la nécessité d'ouvrir le dialogue avec eux.

Ennahda, considère que l'intégration des salafistes dans la vie politique permet d'assouplir leurs positions et de rationaliser cette mouvance.

Mais ce qui s'est passé au mois de Ramadan (Juillet Aout 2012) dans quelques villes tunisiennes fait redouter de la crédibilité de cette approche de rationalisation du phénomène salafiste : « L'Association de prêche et de réforme » d' Adel Almi, un salafiste pur et dur, a publié au début de Ramadan un manifeste mettant en garde les responsables des cafés et les restaurants qui ouvriraient leurs locaux pendant le Ramadan. Le quotidien arabophone « Al Chourouk » du 22 juillet 2012 a évoqué des attaques salafistes contre les cafés et les restaurants ouverts pendant la journée durant le Ramadan. Le journal français « Le Monde » décrit, dans son numéro du 25 juillet 2012, « les murs qui se couvrent de graffitis islamiques appelant au Jihad, et menaçant de mort ceux qui insulteraient, par leurs paroles ou actes, Dieu et son prophète. Sur les plages, les Tunisiens qui osent se baigner en bikini se comptent sur les doigts ».

Ennahda, dans sa stratégie de rapprochement avec les salafistes déposa le 2 Aout 2012 à l'Assemblée constituante son projet de loi relatif à la criminalisation de l'atteinte au sacré. Le texte stipule que « quiconque aura porté atteinte au sacré de quelque forme que ce soit par la parole, l'acte ou l'image est passible d'une peine de deux ans de prison ferme et d'une amende de 2000 dinars » (c.a.d 1000 euros) (voir Le Temps 03 Aout 2012). L'opposition a critiqué sévèrement ce projet et a demandé des rectifications de fond.

6) Quelles sont les stratégies et les objectifs politiques du mouvement salafiste?

La stratégie des Islamistes en général est l'Islamisation de la société. Pour Ennahda, cette islamisation se fait du bas en haut. Pour Hizb Ettahrir elle se fait du haut en bas (implicitement, par le biais du coup d'Etat). Par ailleurs, l'objectif des Islamistes, c'est la création d'un Etat Islamique basé sur la Chariâa. Si les Nahdaouis, estiment que cet Etat se crée à moyen terme, les salafistes, eux, le veulent dans l'immédiat.

7) Pour vous, est-il possible d'arriver à une catégorisation du mouvement salafiste en Tunisie, selon laquelle al-Islah est un mouvement systémique qui s'en tient à Tarbiyya, tandis que l'AST est un mouvement presque djihadiste? Si oui, est-il adapté à une forme de salafisme non-violente et sans armes, qui nous permet d'identifier une nouvelle forme de jihad "modéré"?

Comme je l'ai déjà signalé, il existe deux grandes tendances salafistes :

- Les Salafistes réformistes qui appartiennent aux Parti « Front El Islah », Parti « Al Asala », et au « Parti de la miséricorde ». Ces derniers rejettent la violence et donnent une grande importance à la « Tarbiyya ». Ils suggèrent aussi un Etat Islamique basé sur les normes wahhabites. La tendance salafiste réformiste se considère comme un allié sûr du mouvement Ennahda.
- Les salafistes jihadistes, considèrent le jihad comme un devoir, ils croient que le mal c.a.d « El Mounkar » serait battu par la force, et non pas par des simples paroles.

Le Jihad chez cette tendance ne se limite pas au le territoire Tunisien. Il est aussi orienté vers les pays étrangers. Dans ce contexte, des jihadistes tunisiens ont participé récemment à la guerre de Syrie. On ne peut pas parler des Jihadistes modérés et d'autres non modérés, mais on peut parler des jihadistes indépendants et des jihadistes affiliés à Al Qaeda (AQMI).